

dique du fermage ; 4° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles ; 5° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Delachenal tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 494. — Le 22 mars 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à aménager la législation relative à la transformation du métayage en fermage ; 2° de M. Marcel Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et conversion du métayage en fermage ; 3° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, dans l'intérêt des paysans, les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945, relative au statut juridique du fermage ; 4° de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 décembre 1944 sur la désignation des membres des commissions paritaires agricoles ; 5° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les ordonnances du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du 4 décembre 1944 relative aux commissions paritaires compétentes pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme ; 6° de M. Joseph Delachenal tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 727.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : AGRICULTURE (A. de 1945, p. 468). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (A. de 1946, p. 1193) ; — Prend part à la discussion du projet de loi

relatif au statut du fermage, en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'agriculture* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1245) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 1267) ; Art. 2 : *Amendement de M. Castera* (p. 1268) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1269) ; Art. 4 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson* (p. 1270) ; *Amendement de M. Vée* (p. 1271) ; Art. 9 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1272) ; Art. 12 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1278) ; Art. 13 : *Amendement de M. Mauroux* (p. 1291) ; *Amendement de M. Ruffe* (p. 1292) ; Art. 14 : *Amendement de M. Defos du Rau* (p. 1293) ; *Amendement de M. Ramarony* (p. 1295) ; Art. 15 : *Amendement de MM. de Raulin et Bocquet* (p. 1296) ; *Amendement de M. Garcia* (p. 1299) ; *Amendement de M. Gros* (ibid.) ; *le retire* (p. 1300) ; *Amendement de M. Delorme* (p. 1300) ; Art. 16 : *Amendement de M. Soustelle* (p. 1303) ; *Amendement de M. Depreux* (ibid.) ; Art. 17 : *Amendement de M. Mauroux* (p. 1305) ; *Amendement de M. Castera* (ibid.) ; *Amendement de M. Depreux* (p. 1306) ; *Amendement de M. de Raulin* (p. 1307) ; *Amendement de Terpend* (p. 1308) ; *Amendement de M. Mauroux* (ibid.) ; Art. 20 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1311) ; *Amendement de M. Ruffe* (p. 1314).

#### LAMBLIN (Mlle Solange), Député du département de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

#### Dépôts :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 11 octobre 1945 en vue de faciliter le logement des familles et d'assurer un gîte aux locataires expulsés en vertu de l'ordonnance du 14 novembre 1944, n° 140. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Armand de Baudry d'Asson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité de doctorat au personnel

scientifique des Archives de France au taux fixé par le décret du 18 août 1945, n° 893. — Le 5 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le projet de loi relatif au titre des docteurs en droit chargés d'assister les professeurs et agrégés pour les conférences et travaux pratiques des étudiants des facultés de droit, n° 894.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Réforme de l'enseignement supérieur* (A. de 1945, p. 572). — Demande à interpeller sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation tragique des locataires et de leurs familles expulsés sans abri (A. de 1946, p. 576). — Est entendue au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 669).

#### LAMINE-GUEYE (M.), Député du Sénégal-Mauritanie (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 192). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 52). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

#### Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant application aux colonies des Antilles et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 12 avril 1945 sur le divorce et la séparation de corps, n° 599. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer, n° 1067. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi portant organisation du Conseil général de la Nouvelle Calédonie et dépendances, n° 1068. — Le

25 avril 1946, une proposition de loi tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer, n° 1198.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant au classement comme départements français, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, en qualité de *Président de la Commission : Ses observations sur le renvoi de la discussion* (A. de 1946, p. 666); *Discussion générale* (p. 758); Art. 1 : *Amendement de M. Parent* (p. 759); Art. 2 : *Ses observations* (ibid.); — d'interpellations concernant la situation de la France d'outre-mer (p. 939 et suiv.); des propositions de loi de MM. Bissol, Monnerville et Vergès tendant au classement de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française comme départements français; en qualité de *Président de la Commission : Intervient sur le renvoi* (A. de 1946, p. 556); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés; en qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer : Ses observations* (p. 1536 et suiv.); Territoires d'outre-mer : Art. 1 : *Son amendement* (p. 1538); Art. 3 : *Son amendement* (ibid.); *Son second amendement* (p. 1539); Art. 4 : *Ses amendements* (ibid., p. 1541); Art. 5 : *Son amendement* (p. 1542); Art. 6 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement* (p. 1543); Art. 5 (suite) : *Son amendement* (p. 1544); — de propositions de loi sur la Constitution de la République française; Des organismes consultatifs : Art. 67 : *Son amendement* (p. 1857); *le retire* (ibid.); Collectivités locales : Art. 115 : *Son amendement* (p. 1923); Articles réservés : Art. 124 : *Son amendement* (p. 2019); Articles additionnels : *Son amendement* (p. 2021); — de sa proposition de loi tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales d'outre-mer, en qualité de *Président de la Commission* : Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza : Ses observations* (p. 2248); Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2252); — des conclusions du rapport sur l'adhésion des territoires d'outre-mer à la Constitution : *Ses observations* (p. 2254); — de sa proposition de loi tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer, en qualité de